

s'empreser de dévoiler leurs quatre plans différents de désarmement? Ne se rend-il pas compte qu'aux Nations Unies il y avait seulement la déclaration de M. Selwyn Lloyd et celle du premier ministre Khrouchtchev? Il n'a jamais été question que les dix nations qui forment le comité de désarmement fassent dix déclarations sur ce qui, à leur avis, devrait être fait pour amener le désarmement.

En termes très énergiques, le représentant de Calgary-Sud (M. Smith) s'est vivement opposé à ce que le Canada mette cartes sur table avant la tenue des réunions du comité du désarmement. Ainsi qu'en fait foi la page 1019 du hansard, le député de Calgary-Sud a dit:

Le député d'Essex-Est a prétendu que notre gouvernement, en sa qualité de membre du comité du désarmement des dix puissances, devrait exposer au Parlement les propositions qu'il va présenter lors des réunions sur le désarmement. Ce serait pure folie en ce moment, car il faut bien admettre que nous jouons encore une partie de poker avec nos amis russes.

Plus tard, au cours du même débat, on trouve à la page 1022 du compte rendu officiel les paroles suivantes prononcées par le député de Calgary-Sud:

J'espère sincèrement,—et je termine sur la même note qu'au début de mon discours,—que nous ne serons pas prématurément pressés de démasquer nos batteries et que, tout en discutant avec les Russes, nous saurons rester armés tant qu'ils n'auront pas révélé le véritable sens et la sincérité de leurs motifs.

En dépit de ces fermes déclarations de principe, faites tant par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures que par le député de Calgary-Sud, le premier ministre, sans donner un mot d'explication à la Chambre, ni adresser un mot d'excuses au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou au député de Calgary-Sud, s'est mis à résumer à la Chambre la façon de voir de son gouvernement quant aux propositions qu'il pourrait être utile de formuler, le mois prochain, au comité du désarmement. En agissant ainsi, le premier ministre a, non seulement désavoué le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le député de Calgary-Sud, mais il a aussi désavoué les paroles qu'il avait lui-même prononcées au commencement du débat. En effet, nous trouvons à la page 1043 du hansard l'observation suivante du premier ministre:

D'autre part, l'honorable député d'Essex-Est a semblé préconiser la présentation de programmes divers à la commission de désarmement. Nous ne devrions pas, je pense, nous engager dans une telle course.

A mon avis, ce propos constitue un désaveu complet, non seulement du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du député de Calgary-Sud, mais des propres paroles du premier ministre.

Je ne soutiens pas non plus, que la Chambre n'aurait pas dû être mise au courant des propositions que le gouvernement désireait

formuler au comité du désarmement. Au contraire, le leader de l'opposition (M. Pearson) et l'honorable député d'Essex-Est ont demandé, et à bon droit, qu'on lui communique ces propositions. Je prétends plutôt que le cabinet aurait dû décider, dès le début, de faire connaître à la Chambre la nature de ces propositions. J'estime aussi que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait dû lui-même exposer ces propositions à la Chambre au début du débat, afin de fournir à des députés comme le chef de l'opposition et l'honorable représentant d'Essex-Est, qui possèdent une certaine expérience en la matière et qui ont eu beaucoup de succès à l'égard de questions de désarmement, l'occasion d'examiner les propositions et de faire connaître leurs vues ou de présenter leurs idées sur la meilleure façon d'obtenir le désarmement mondial.

Permettez-moi de dire aussi que j'ai bien l'impression que les propositions formulées l'autre jour par le premier ministre étaient improvisées. Je pense que le premier ministre a conçu, pondu et brouillé un autre œuf sans avoir consulté le cabinet et sans avoir accordé à cette question l'examen sérieux qu'auraient dû lui accorder le cabinet et la Chambre. Les députés se rappellent sans doute que, jusqu'à ces dernières années, les Canadiens étaient fiers, et à juste titre, de ce que dans le domaine des affaires extérieures, le Parlement a présenté un front uni, et de ce que la politique étrangère du Canada ait ordinairement été agréée et approuvée à l'unanimité après un débat franc, utile et pratique sur les questions étrangères et internationales. Nous avons le droit de demander maintenant si le gouvernement en est arrivé aujourd'hui à un tel point de partialité politique qu'il n'ait pas l'intention d'écouter l'un des hommes les plus renseignés et les plus expérimentés du Canada en matière de désarmement, simplement parce qu'il occupe le poste de chef de l'opposition.

Le premier ministre pense-t-il qu'il fait preuve d'objectivité et qu'il sert au mieux l'intérêt du Canada lorsqu'il recourt à une méthode insidieuse et ingénieuse, je le veux bien, pour étouffer tout débat utile? Je veux parler de la méthode qui consiste à mettre en délibération le fond même de la question à l'étude après que le chef de l'opposition et le porte-parole de l'opposition officielle ont déjà pris part au débat et ne peuvent, par conséquent, prendre de nouveau la parole. Depuis le début de la session, ce n'est pas la première fois que le premier ministre recourt à cette méthode. Nous sommes en droit de nous demander ce que valent les paroles du premier ministre quand il parle des droits du Parlement, vu que par ses actes non seulement il sape la dignité du Parlement et les droits